



**PRÉFET
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la citoyenneté
et de la légalité**

ARRÊTÉ

Bureau de la réglementation
et des élections

ARRETE DE MISE EN DEMEURE

SOCIETE SARP A MACON

N° DEL- BREVU- 2021 - 18-1

**LE PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

VU le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L.171-8, L. 172-1 et suivants, L. 511-1 et L. 514-5 ;

VU le code de justice administrative ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n° 09-02270 délivré le 2 juin 2009 à la société SARP Centre Est pour l'exploitation d'un centre de transit de déchets dangereux et non dangereux sur le territoire de la commune de MACON au titre de la rubrique 3550 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, modifié par :

- l'arrêté préfectoral complémentaire n°2014192-0025 du 11 juillet 2014
- l'arrêté préfectoral complémentaire n°2017/79/1 du 20 mars 2017

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 16/12/2020 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

VU le projet d'arrêté transmis le 16/12/2020 à l'exploitant en application de l'article L.171-6 du code de l'environnement ;

VU l'absence d'observation ;

CONSIDÉRANT que l'article L.171-8 du code de l'environnement dispose qu'en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure, la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine ;

CONSIDÉRANT que :

- l'article 8 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2014192-0025 du 11 juillet 2014 susvisé dispose : « Les piézomètres doivent être maintenus en bon état, capuchonnés et cadenassés. Leur intégrité et leur accessibilité doivent être garanties quel que soit l'usage du site » ;
- l'article 7.4.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n°09-02270 délivré le 2 juin 2009 susvisé dispose : « Chaque cellule du bâtiment A est équipée d'un détecteur de chaleur relié à une centrale avec alarme sonore et renvoi téléphonique au personnel d'astreinte »

- l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2017/79/1 du 20 mars 2017 dispose : « La plate-forme de dépotage des sables de curage est étanche, abritée des eaux météoriques pour éviter l'apport d'eaux parasites dans le réseau d'assainissement communal »

CONSIDÉRANT que lors de la visite du 6 septembre 2019, l'inspecteur de l'environnement a constaté que l'exploitant ne respecte par ces dispositions :

- l'article 8 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2014192-0025 : le piézomètre PZ3 situé au niveau de parc à benne n'était pas accessible. Il était situé sous une benne.
- l'article 7.4.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n°09-02270 : la détection incendie du bâtiment A était hors service.
- l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2017/79/1 : La plateforme de dépotage des sables de curage n'est pas abritée des eaux météoriques.

CONSIDÉRANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 I du code de l'environnement en mettant en demeure la société SARP Centre Est de respecter les prescriptions des articles :

- 8 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2014192-0025 ;
- 7.4.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n°09-02270 ;
- 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2017/79/1 ;

Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la préfecture de Saône-et-Loire ;

A R R Ê T E

ARTICLE 1 – OBJET

La société SARP Centre Est exploitant une installation de transit de déchets dangereux et non dangereux au 312 Impasse des Frères Lumière sur le territoire de la commune de MACON est mise en demeure de respecter :

- dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions prévues à l'article 8 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2014192-0025 du 11 juillet 2014 en rendant accessible en permanence le piézomètre 3 situé dans le parc à benne ;
- dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions prévues à l'article 7.4.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n°09-02270 délivré le 2 juin 2009 susvisé en équipant chaque cellule du bâtiment A d'un détecteur de chaleur relié à une centrale avec alarme sonore et renvoi téléphonique au personnel d'astreinte ;
- dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions prévues à l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2017/79/1 du 20 mars 2017 en abritant la plate-forme de dépotage des sables de curage des eaux météoriques pour éviter l'apport d'eaux parasites dans le réseau d'assainissement communal ;

ARTICLE 2 – SANCTIONS

Dans le cas où il n'aurait pas été déféré à la mise en demeure à l'expiration du délai imparti, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, l'autorité administrative peut arrêter une ou plusieurs sanctions prévues au II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 : NOTIFICATION ET PUBLICITE

Conformément à l'article R.171-1 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de deux mois.

Le présent arrêté est notifié à la société SARP Centre Est.

ARTICLE 4 – VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au Tribunal Administratif de Dijon dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

ARTICLE 5 – EXÉCUTION

M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Saône-et-Loire, M. le Sous-Préfet de Saône-et-Loire, M. le Maire de la commune de Mâcon, M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Bourgogne Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté dont une copie leur sera adressée.

Fait à Mâcon, le 18 JAN. 2021
Le préfet,

Pour le préfet,
le secrétaire général de la
préfecture de Saône-et-Loire
David-Anthony DELAVOËT

